



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

Montréal, 8 mars 2026

COMMUNIQUÉ DU MFFPS À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES

À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, le Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité au Burundi (MFFPS) réaffirme son engagement à défendre, promouvoir et protéger les droits des femmes et des filles dans un contexte national marqué par de profondes inégalités socioéconomiques et sécuritaires.

Au Burundi, la situation des droits des femmes demeure particulièrement alarmante. Dans plusieurs communautés, les femmes sont confrontées à une pauvreté persistante, à un accès limité aux opportunités économiques et à la formation, ainsi qu'à un système éducatif fragilisé qui réduit les perspectives des filles et compromet leur capacité à sortir du cycle de la précarité.

Les crises économiques successives, l'inflation, la hausse du coût de la vie et l'instabilité des marchés locaux touchent de manière disproportionnée les femmes. Beaucoup ont vu leurs revenus diminuer, leurs activités génératrices de revenus se fragiliser et leur accès aux biens essentiels se restreindre. Ces crises ont accentué les vulnérabilités existantes et renforcé les inégalités entre les femmes et les hommes.

À ces défis socioéconomiques s'ajoute une situation sécuritaire préoccupante. Dans plusieurs régions du pays, les femmes et les filles continuent d'être exposées à des violences graves : viols, agressions, meurtres, violences domestiques et autres formes de violences basées sur le genre. Ces actes portent atteinte à leur intégrité physique et psychologique, limitent leur liberté de mouvement et compromettent leur participation à la vie sociale, économique et politique. Le MFFPS rappelle que la sécurité des femmes est un droit fondamental et une condition indispensable à leur autonomisation et à la stabilité des communautés.

Le MFFPS souligne que **la Journée internationale des droits des femmes ne devrait pas être perçue comme une journée de fête ou de célébration superficielle**. Le 8 mars est avant tout un moment de réflexion profonde, de lucidité et de responsabilité collective. C'est une journée pour reconnaître les luttes quotidiennes des femmes burundaises, pour mesurer l'ampleur des défis qui persistent et pour renouveler l'engagement de



Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité

chacun à bâtir une société où les droits, la dignité et la sécurité des femmes sont pleinement respectés. Ce jour doit rappeler que l'égalité n'est pas acquise : elle se construit, se défend et s'exige.

Le MFFPS souligne que l'autonomisation économique, sociale et sécuritaire des femmes est un pilier essentiel du développement durable. Investir dans l'éducation, l'entrepreneuriat féminin, l'accès aux ressources, la protection sociale et la prévention des violences contribue à renforcer la résilience des familles et des communautés burundaises.

En cette journée symbolique, le MFFPS appelle les institutions publiques, les organisations de la société civile, les partenaires et les communautés à intensifier leurs efforts pour :

- Lutter contre la pauvreté qui touche de manière disproportionnée les femmes ;
- Garantir l'accès à une éducation de qualité pour toutes les filles ;
- Prévenir et combattre toutes les formes de violences basées sur le genre ;
- Renforcer les mécanismes de protection et d'accès à la justice ;
- Soutenir les initiatives qui favorisent l'autonomie, la dignité et la sécurité des femmes.

« Les femmes burundaises portent la résilience de nos communautés, mais elles ne doivent plus porter seules le poids de l'insécurité, de la pauvreté et des violences. Investir dans leur protection et leur autonomisation, c'est investir dans la paix et l'avenir du pays. »

Pour le MFFPS

Me Jeanne d'Arc ZANINYANA

Directrice exécutive